

Distr.
LIMITEE

TD/B/WG.5/L.6/Add.2
24 mars 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Groupe de travail spécial sur l'interaction
des investissements et du transfert
de technologie
Troisième session
Genève, 21-25 mars 1994
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

ADOPTION DU RAPPORT FINAL DU GROUPE DE TRAVAIL
AU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT

Projet de rapport final du Groupe de travail spécial
sur l'interaction des investissements et
du transfert de technologie

PREMIERE PARTIE

Additif 2

C. Troisième session

1. Intervenants extérieurs

1. La troisième et dernière session du Groupe de travail spécial s'est déroulée en mars 1994. Au début de la session, sept intervenants extérieurs provenant du secteur des entreprises ont été invités à exposer leurs vues sur les aspects de la technologie liés aux investissements. Leurs communications et les débats qui ont suivi sont résumés dans le rapport analytique sur les "échanges de vues informels lors de la troisième session du Groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du transfert de technologie" [annexe II].

2. Les échanges de vues informels ont débuté par une allocution d'orientation de M. Hari Shankar Singhania (Président de la Chambre de commerce internationale) sur les moyens d'instaurer un climat favorable aux investissements étrangers et au transfert de technologie. S'agissant des sociétés transnationales en tant que principale source de capitaux extérieurs et de technologie, M. Singhania a estimé que les exemples les plus probants de pays ayant attiré des investissements et des techniques étaient ceux dans lesquels les gouvernements créaient des conditions propices à un bon fonctionnement des entreprises - stabilité politique et macro-économique, mesures visant à faciliter les mouvements de capitaux, main-d'oeuvre instruite et qualifiée, environnement juridique favorable et infrastructures - et manifestaient un intérêt à long terme pour la croissance. M. Singhania a également évoqué le cas des pays d'Asie de l'Est à l'économie florissante, qui alliaient des politiques propres à renforcer leur assise économique à un savoir-faire extérieur et qui passaient en temps opportun d'une activité autocentrée à un effort d'exportation.

3. Le Groupe de travail spécial a bénéficié également des communications d'intervenants extérieurs du secteur des entreprises, portant sur leurs conceptions du rôle des investissements étrangers directs, du transfert de technologie et du renforcement des capacités technologiques dans l'amélioration de la compétitivité. Ces orateurs étaient les suivants : M. Emerson Kapaz (Coordonnateur général, Pensamento Nacional das Bases Empresariais, Sao Paulo, Brésil), M. Strive Masiyiwa (Directeur général, Retrofit, Harare, Zimbabwe), M. Herman Montenegro, (Chambre de commerce et d'industrie, Manille, Philippines), M. John Morton (Directeur exécutif,

British Technology Group, Londres, Royaume-Uni) et M. Roger Short (Directeur de projets, Small Enterprise and Local Economic Development Association (SELEDA), Bologne, Italie).

4. Leurs communications ont été suivies de débats informels au cours desquels les orateurs invités ont développé des thèmes d'importance cruciale et évoqué les problèmes soulevés par les experts. Diverses questions ont été abordées : établissement de régimes efficaces en matière de droits de propriété intellectuelle et incidences de l'accord du GATT relatif aux TRIP (Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) sur l'investissement, le transfert de technologie et l'innovation technique; rôle des petites et moyennes entreprises dans les pays en développement et possibilités de renforcer leurs capacités technologiques; effets du régime de propriété (privée ou publique) sur les investissements et le transfert de technologie; importance des liens entre entreprises, universités et institutions de recherche; et nécessité d'investissements accrus dans l'éducation et la formation au niveau des entreprises.

2. Monographies

5. La réunion a pris connaissance avec intérêt de quatre monographies présentées par des pays en développement. Ces monographies sont énumérées dans l'annexe II dans l'ordre où elles ont été présentées. L'expert de l'Autriche a également fait une communication.

6. Les monographies comme les communications touchaient bon nombre de questions déjà évoquées dans les 15 autres monographies examinées à la deuxième session du Groupe de travail spécial. Plus précisément, elles ont fait ressortir les problèmes et les possibilités qui se présentent aux pays en développement, notamment aux moins avancés d'entre eux, et aux pays passant à l'économie de marché pour ce qui est de drainer des investissements étrangers directs, d'acquérir des techniques et de renforcer leurs capacités technologiques. Elles ont également mis en lumière les efforts déployés par les gouvernements et le secteur des entreprises pour attirer des courants d'investissements et de technologie, développer la capacité d'innovation des entreprises locales et parvenir à une plus grande compétitivité au niveau international.

7. Les monographies ont montré que l'aide apportée par le transfert de technologie au développement technique et à la croissance économique est fonction non seulement des politiques mises en oeuvre, mais également du comportement technologique des entreprises acquéreurs, aussi bien au cours de la phase du transfert proprement dit qu'au stade ultérieur de la production. D'autres facteurs sont tout aussi importants : ampleur des relations interentreprises, inter-institutions de recherche, et entre les unes et les autres, personnel technique qualifié disponible, appui fourni dans le domaine de la normalisation, du contrôle de la qualité, de l'information sur les brevets, etc.

8. Les monographies ont donné lieu à des échanges de vues sur les problèmes particuliers rencontrés par les pays les moins avancés dans la mise en place de capacités technologiques dans un environnement économique caractérisé par la mondialisation des marchés. A cet égard, l'on a mis tout spécialement l'accent sur le perfectionnement du personnel scientifique et technique, le renforcement des liens entre les activités de R-D et la production, la création des mécanismes institutionnels nécessaires à l'établissement de réseaux à tous les niveaux (national, régional et international) avec le concours des secteurs privé et public. Il a été jugé nécessaire d'adopter des méthodes d'action nouvelles et novatrices pour remédier aux contraintes inhérentes aux efforts de développement technologique des pays les moins avancés.
